
COMMUNIQUE DE PRESSE

Franck Sander, élu président des betteraviers européens

Le 17 décembre, Franck Sander a été élu, à l'unanimité de ses membres, Président de la CIBE (Confédération internationale des Betteraviers Européens), en remplacement d'Eric Lainé.

La CIBE, basée à Bruxelles (Belgique), représente et défend les intérêts des planteurs de betteraves européens depuis 1927, et regroupe les fédérations de 15 pays communautaires (Autriche, Belgique, République tchèque, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Suède) ainsi que de 3 pays européens non-membres de l'UE (Royaume-Uni, Suisse et Turquie).

A l'issue de son élection, Franck Sander a déclaré :

« Notre filière européenne a traversé une crise qui n'a, jusqu'à présent, pas conduit la Commission européenne à réagir. En tant que Président de la CIBE, mon rôle sera de rappeler l'importance stratégique de notre filière betterave, sucre et éthanol à la Commission, autour de projets communs élaborés avec mes confrères de 18 pays producteurs de betterave. Les dossiers sont nombreux, à la veille d'une nouvelle PAC inscrite dans une politique globale communautaire ambitieuse en faveur de l'environnement.

Le Green Deal nous challenge, il peut aussi être une opportunité s'il n'est pas uniquement appliqué aux agriculteurs mais à l'ensemble des politiques publiques communautaires. Il nous faut redéfinir les règles d'importation, pour ne pas importer une agriculture dont nous ne voulons pas, mais aussi accompagner les agriculteurs de manière forte vers l'innovation et la valorisation des bonnes pratiques. J'attends de la Commission un discours de vérité sur les conséquences à prévoir pour les agriculteurs et la manière dont elle envisage de les accompagner pour relever ces défis. J'attends notamment un accompagnement conséquent vers l'innovation, pour nous permettre de définir l'itinéraire technique d'une betterave qui réponde aux attentes du Green Deal, à horizon 5 ans. J'attends aussi des signes forts d'encouragements vers la valorisation de nos pratiques, et par le déploiement, soutenu, de filières qui permettent de décarbonner l'Union, comme le bioéthanol, le biogaz, ou la chimie verte.

Enfin, la Commission, après des années de laisser-faire, doit retrouver une ambition dans la gestion des crises de marché et des risques, quels qu'ils soient. Il en va de la sécurité alimentaire, sanitaire et même énergétique de l'Union. J'entends accentuer encore les efforts dans ce sens. »